



POUR INFORMATION

DEUXIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Le point sur les activités liées à la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE)

a) Activités du Bureau, notamment l'Initiative focale sur la responsabilité sociale des entreprises, et du Centre international de formation

1. Le présent document, demandé par la Sous-commission sur les entreprises multinationales, résume les nouvelles informations portant sur les activités du BIT relatives à la RSE, y compris en ce qui concerne le Centre international de formation ¹.

Coordination de l'Initiative focale sur la RSE

2. Le nombre des membres du Groupe de coordination de l'Initiative focale sur la RSE a progressé constamment depuis le dernier rapport. Maintenant que de nombreux bureaux de l'OIT d'Afrique, d'Asie et d'Europe occidentale ont désigné leurs points focaux, on compte 79 membres, qui représentent le siège et les bureaux extérieurs à égalité.
3. Le groupe continue à se réunir deux fois par mois à Genève, et le compte rendu des réunions est communiqué à tous les membres pour information. Chaque réunion s'ouvre par une mise à jour des membres sur leurs activités relatives à la RSE. Pour stimuler la discussion, on tient également des réunions spéciales sur ces questions et l'on effectue des présentations sur certains projets de l'OIT. Par ailleurs, des séminaires faisant intervenir des orateurs extérieurs ont été organisés pour présenter les pratiques à suivre en matière de RSE. Le groupe a l'intention de continuer à présenter des études de cas relatives à des questions pratiques concernant la RSE.
4. Au cours de la réunion du Conseil d'administration de novembre 2006 a été organisé un forum focal sur l'audit social, le contrôle et l'homologation. L'objectif de ce forum était de présenter un exposé technique des questions débattues, afin de permettre aux membres de la Sous-commission sur les EMN d'examiner le rôle et la contribution qui pourraient être

¹ Documents GB.295/MNE/3/1 et GB.297/MNE/2/1.

ceux de l'OIT. Ce forum, qui a été bien accueilli, a fourni les bases d'un dialogue et de l'élaboration d'un nouveau programme de travail².

5. Une discussion informelle s'est tenue avec les directeurs des bureaux extérieurs intéressés en octobre 2006, en vue d'échanger des avis sur les besoins des structures extérieures et sur la manière dont les unités du siège pourraient apporter leur appui. L'un des besoins prioritaires définis a été celui d'une formation visant à accroître les capacités des partenaires sociaux et celles du personnel des bureaux extérieurs de l'OIT à participer à des activités relatives à la RSE. Le groupe travaillera en collaboration plus étroite avec les collègues du terrain en vue de les familiariser avec les outils disponibles et avec les activités en cours dans le domaine de la RSE. Enfin, un plan visant à faire figurer sur le site Internet de l'OIT des informations relatives aux activités menées par le BIT dans le domaine de la RSE est en cours de préparation.

Le point sur les activités du Bureau relatives à la RSE

6. Le siège a signalé récemment les activités suivantes:
 - Un dialogue entre les représentants de l'Initiative sur le coton et le BIT a eu lieu en janvier 2007. Le BIT y était représenté par ACT/EMP, ED/NORM, MULTI et SECTOR. L'Initiative sur le coton, qui fait intervenir diverses parties prenantes, vise à améliorer les pratiques suivies dans la culture du coton dans le monde par le biais d'un renforcement des capacités des producteurs. Elle élabore actuellement un cadre mondial en ce sens par la voie d'un engagement des parties prenantes nationales et mondiales, et ses représentants se sont rendus au siège de l'OIT pour y recueillir des informations et des avis sur les questions relatives au travail.
 - Un programme sur l'amélioration des conditions de travail, mené en collaboration par DIALOGUE, EMP/ENTREPRISE et TRAVAIL, vise à améliorer les normes de travail et les résultats des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement mondiales des pays en développement. Un accord conclu en août 2006 entre le BIT et la Société financière internationale (SFI) a conduit à la mise en place de ce programme mondial. Ce projet vise les deux objectifs suivants: *a)* promouvoir le respect des normes internationales du travail fondamentales et des législations nationales dans les chaînes d'approvisionnement mondiales en vue d'élaborer des stratégies à l'exportation qui soient socialement responsables; *b)* améliorer les résultats économiques et sociaux des entreprises. L'accent sera mis sur des solutions viables à long terme qui soient propres à renforcer la coopération entre les gouvernements, les organisations d'employeurs et de travailleurs, les entreprises et les acheteurs internationaux des pays intéressés. Divers outils seront élaborés, notamment des fiches sur les bonnes pratiques, politiques modèles, et des outils recourant à Internet pour faciliter les autoévaluations.
 - En octobre 2006, MULTI a organisé à Londres un dialogue stratégique entre l'OIT et le Pacte mondial au sujet de la lutte contre la discrimination et de la promotion de l'égalité en vue du travail décent, dialogue qui a fait l'objet d'un message spécial du Premier ministre du Royaume-Uni. Grâce à la participation et à la collaboration de nombreux fonctionnaires de différents services du Bureau, ce dialogue a abouti à un succès. Il a retenu l'attention d'un grand nombre d'entreprises multinationales et de dirigeants politiques influents. Par ailleurs, des représentants de l'Organisation

² Document GB.298/MNE/4.

internationale des employeurs (OIE) et de la Confédération syndicale internationale (CSI) sont intervenus au cours de la session plénière. Un recueil d'exemples de bonnes pratiques dans le domaine de la discrimination et de l'égalité des chances intitulé «Valuing Diversity» sera publié, avec pour objectif d'aider les entreprises à appliquer les principes de non-discrimination sur le lieu de travail.

- Pour faire suite aux travaux menés au cours de la session de juin 2006 de la Conférence internationale du Travail par la Commission de la coopération technique en vue de souligner l'importance de la mobilisation des ressources financières et humaines des secteurs public et privé, le Bureau a élaboré un document portant sur les critères et lignes directrices relatives aux partenariats public-privé³. Par ailleurs, le Bureau a commandé un rapport sur cette question dans le domaine de l'emploi des jeunes. Cette initiative a été complétée par un financement destiné à l'élaboration de programmes relatifs aux partenariats en ce domaine.

7. Les bureaux extérieurs ont signalé les nouvelles activités ci-dessous:

- Le bureau sous-régional pour l'Afrique australe met en œuvre un projet visant à renforcer la capacité des entreprises du vêtement, des textiles et du tourisme dans des domaines comme la qualité, la compétitivité, la productivité et les relations de travail, par le biais d'une formation et d'un soutien consultatif. Par ailleurs, deux projets en sont au stade de la conception. Le premier vise à mobiliser la responsabilité sociale des entreprises et le dialogue social en vue de réaliser les objectifs du travail décent dans la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA); le second porte sur l'amélioration de la qualité de l'emploi au Lesotho. En outre, le Bureau a créé un programme régional qui tend à aider les petites et moyennes entreprises (PME) à développer leurs affaires d'une manière compétitive et durable par le biais d'une stratégie commerciale à long terme marquant un équilibre entre les objectifs financiers, sociaux et environnementaux.
- Dans le cadre de son projet sous-régional sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le bureau sous-régional pour l'Europe centrale et orientale met en œuvre une initiative intitulée «La lutte contre l'exclusion sociale sur le lieu de travail: la RSE en Hongrie». Un module de formation a été élaboré en vue de promouvoir l'insertion et la diversité sur le lieu de travail, module qui s'adresse aux responsables de la gestion sociale des entreprises. Les tests ayant été achevés, les séances de formation vont pouvoir être menées dans un grand nombre d'entreprises. Dans le cadre de l'«Année européenne de l'égalité des chances pour tous, vers une société plus juste – 2007», des activités de sensibilisation et des manifestations promotionnelles sont également organisées sur la question de la gestion de la diversité. Par ailleurs, une participation active aux initiatives entreprises par les réseaux du Pacte mondial et les partenaires sociaux a permis d'améliorer la visibilité de l'OIT dans le domaine de la RSE et a contribué à promouvoir l'approche de l'Organisation en ce domaine. En 2007, différentes activités de formation sur la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale (Déclaration sur les EMN) seront organisées dans différents pays à l'intention des partenaires sociaux.
- Le bureau régional pour l'Asie et le Pacifique met en œuvre un projet de recherche sur la constitution de réseaux entre les instituts nationaux chargés des études sur le travail, projet qui vise à renforcer les moyens des instituts membres en matière de recherche et de services consultatifs. Trois secteurs seront étudiés: vêtements et textiles; alimentation et agroalimentaire; sous-traitance des processus métier. La réalisation de ces études permettra de mieux comprendre les liens existant entre le

³ Document GB.298/TC/3.

renforcement économique et le renforcement social des systèmes mondiaux de production. La RSE est l'une des questions clés qui seront examinées dans ces études. Trois ateliers ont eu lieu jusqu'ici, et d'autres sont prévus pour 2007-08.

- Le bureau sous-régional pour l'Asie du Sud mène une série d'activités, notamment dans le cadre du Groupe de travail sur l'éthique en matière de marques (Inde) et du Forum sur le respect des normes sociales (Bangladesh). Des services consultatifs techniques ont été fournis au sujet du travail à domicile dans le cadre des lignes directrices relatives à l'initiative sur le commerce éthique, et un projet a été mené sur le respect des normes dans le secteur indien des technologies de l'information. Par ailleurs, différentes publications sur la RSE en Inde ont été diffusées. En outre, le Bureau a participé, dans le cadre du Pacte mondial, à différentes activités dans le domaine de la formation, de la constitution de réseaux et de la fourniture de services consultatifs techniques. Dans le cadre d'un projet mené par l'OIT à Hyderabad sur l'élimination du travail des enfants dans la production des graines de coton en Inde, des services consultatifs ont été fournis sur l'élaboration d'un guide à l'usage des fournisseurs.
- Le bureau de l'OIT à Jakarta prévoit d'élaborer un jeu de documents visant à promouvoir la RSE, y compris un module de formation sur les principes du Pacte mondial relatifs au travail. Il prévoit également d'organiser un forum sur cette question, conjointement avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), forum qui permettra de promouvoir cette question auprès des membres de l'Association des employeurs d'Indonésie (APINDO). Le bureau de l'OIT à Jakarta examine avec MULTI la possibilité de lier ce forum à la célébration du 30^e anniversaire de la Déclaration sur les EMN.
- Le bureau de l'OIT à Tokyo organisera, conjointement avec l'Université des Nations Unies à Tokyo, un colloque sur la RSE destiné au grand public. Par ailleurs, la dernière version de la Déclaration sur les EMN sera traduite en japonais et diffusée.

Le point sur les activités du Centre international de formation de l'OIT (CIF-OIT) en matière de RSE

8. A sa session de novembre 2006, le Conseil du Centre de Turin a approuvé le plan de développement pour la période 2007-2011, qui comprend une initiative focale sur la RSE⁴. En approuvant également le programme d'investissement du Centre pour la même période, le Conseil a permis d'affecter 300 000 dollars des Etats-Unis aux questions liées à la RSE, le but étant de «développer la capacité du Centre de proposer des services et des nouveaux produits de formation sur la RSE, de mettre à jour et d'étoffer les matériels existants (modules) et de concevoir des plans d'études nouveaux et novateurs pour des audiences spécifiques»⁵. Ce financement du programme d'investissement est ainsi le levier qui permet de mobiliser les ressources extrabudgétaires nécessaires. En consultation et en coordination étroites avec le siège et la Sous-commission sur les entreprises multinationales du Conseil d'administration du BIT, le Centre formule actuellement les

⁴ Document du Conseil CC 68/6/b – «Centre international de formation de l'OIT: Plan de développement 2007-2011» (Turin, 2-3 nov. 2006), pp. 36-37.

⁵ Document du Conseil CC 68/6/c – «Centre international de formation de l'OIT: Programme d'investissement 2007-2011» (Turin, 2-3 nov. 2006), p. 5.

modalités précises de l'élargissement et de l'approfondissement de son rôle dans la RSE pour la période qui vient.

9. Dans le domaine de la RSE, le Centre a organisé au cours de la période 2005-06 six activités de formation regroupant au total 109 participants. Cet effort visait essentiellement deux groupes: *a)* les responsables politiques et les dirigeants chargés de restructurer d'une manière socialement responsable les entreprises d'Etat d'Europe centrale, de la Fédération de Russie et de la Chine; *b)* les syndicats d'Asie du Sud-Est et du Japon. En même temps, de nouveaux matériaux de formation ont été élaborés, particulièrement dans les deux domaines suivants: *a)* la restructuration socialement responsable des entreprises; *b)* les questions liées à la RSE à l'intention des organisations d'employeurs.

10. On prévoit pour 2007 une augmentation du nombre des activités relatives à la RSE. On constate une progression de la demande des grandes entreprises qui s'efforcent de renforcer les capacités dont elles disposent pour s'adapter au cadre en évolution rapide de la RSE (lignes directrices gouvernementales et intergouvernementales, lignes directrices relatives au marché du crédit, accords-cadres internationaux et incitations publiques). Par ailleurs, le Centre est chargé d'assurer une formation en matière d'audit social. Les pratiques relatives à la responsabilité sociale, notamment le respect des normes internationales du travail, sont incorporées au programme portant sur le développement des PME. Certaines institutions financières qui œuvrent dans le domaine du développement et souhaitent renforcer leurs efforts en matière de RSE ont demandé au Centre d'élaborer des programmes de formation susceptibles de permettre à leur personnel de mieux tenir compte des conventions internationales du travail et des conventions relatives à l'environnement dans leurs procédures internes et dans leurs relations avec leurs partenaires et leurs clients. Enfin, un nouveau programme de formation de troisième cycle sur la viabilité sociale et environnementale des marchés publics a été lancé. Il est essentiel que tous ces programmes soient aussi pratiques que possible et qu'ils fournissent aux participants et à leurs organisations des méthodes et des instruments concrets propres à les aider à atteindre les objectifs fixés en matière de RSE. On met actuellement au point des matériaux de formation relatifs à toutes les questions susmentionnées.

Genève, le 7 février 2007.

Document soumis pour information.